

Questions orales

LE PRIX OBTENU POUR LE BLÉ CANADIEN

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, de quel ordre ont été les concessions que nous avons dû faire pour tenir compte de la subvention américaine de \$54 US la tonne?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, depuis quelque temps je n'ai pas eu l'occasion de répondre à la Chambre des activités de la Commission canadienne du blé, mais, sauf erreur, la Commission n'a pas l'habitude de divulguer ses prix.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'EMPLOI DES ACCENTS DANS LES DONNÉES CONTENUES DANS
LES PASSEPORTS

M. W. Paul McCrossan (York-Scarborough): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Selon l'*Express* de Toronto, cette semaine, un fonctionnaire du ministère a décidé d'éliminer tous les accents français dans les noms des personnes francophones dans les nouveaux passeports canadiens. Ma question est la suivante: Est-ce que le Canada est un pays vraiment bilingue, ou non?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Canada est vraiment un pays bilingue. Je ne suis pas un membre de l'Académie française, pas encore, mais je crois que ce n'est pas la pratique d'utiliser les accents pour les lettres majuscules, et ce sont les lettres majuscules qui sont utilisées dans les passeports, mais je tiens compte de façon sérieuse de la représentation du député et je prends la question en considération.

* * *

[Traduction]

LES RÉFUGIÉS

LES RESSORTISSANTS PORTUGAIS QUI ONT DEMANDÉ LE
STATUT DE RÉFUGIÉ

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. La ministre va-t-elle confirmer que quelque 21,000 personnes attendent qu'on décide de leur statut de réfugiés à l'heure actuelle, et que de ce nombre, 1,500 sont des ressortissants portugais?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne saurais dire si ce sont là les chiffres exacts. Je me ferai un plaisir de me renseigner pour le compte de la députée auprès du ministre d'État chargé de l'Immigration.

LA RAPIDITÉ DE L'EXAMEN DES DEMANDES

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, si les chiffres ne sont pas exacts, ils sont approximatifs. Compte tenu de cette proportion, la ministre conviendra-t-elle qu'il faut avant tout raccourcir le processus de dépouillement des demandes de statut de réfugié, et que des dispositions particulières pour les visas demandés par des Portugais sont vraiment encore loin de voir le jour?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec la députée. Dans l'examen et la révision de la politique d'attribution du statut de réfugié, un traitement diligent des demandes devrait être l'un des critères-clés. Nous voulons une politique d'attribution du statut de réfugié qui soit plus efficace sans pour autant cesser d'être juste et humanitaire.

* * *

LE DÉMARCHAGE POLITIQUE

LA DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT
L'ACTIVITÉ DES DÉMARCHEURS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au . . .

M. Crosbie: Tâchez de bien vous tenir aujourd'hui, John.

M. Rodriguez: J'y veille sans cesse, camarade.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Le gouvernement compte-t-il rendre publics tous les renseignements concernant le démarchage politique et, le cas échéant, va-t-il prier son ami, M. Frank Moores, de divulguer les renseignements que le comité cherche à obtenir de sa société?

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, comme le sait le député, en décembre dernier, nous avons déposé un document et nous avons créé un comité qui devait tenir des audiences à ce sujet. Il appartient au président de ce comité d'inviter à comparaître les députés ou toute personne qui le souhaite.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, il nous est impossible d'obtenir au comité le moindre renseignement des témoins, les amis du parti conservateur. Le ministre permettra-t-il à des sociétés comme celle de Frank Moores et Bill Neville et d'autres entreprises conservatrices, dont la principale occupation consiste à exercer des pressions, de maintenir le voile du secret sur leur activité lorsqu'elles sondent le gouvernement et les députés?